

Gouvernement et Terreur en URSS

(Morale/Politique/Histoire)

La récente et tapageuse parution du *Livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression* (R. Laffont 1997) –écrit en contrepoint au *Livre noir* de I. Ehrenbourg et V Grossman (1945-1946), recueil de témoignages sur les massacres nazis et surtout sur le génocide juif en Pologne et en Russie, et simple prolongement volumineux du *Livre blanc sur les camps de concentration soviétiques* (1951)-, rédigé pour partie par d'anciens communistes qui estiment entre 85 et 100 millions le nombre de victimes des différents régimes s'étant réclamés du communisme, semble sonner le glas des espoirs placés dans l'Idéal communiste, en le rangeant dans la catégorie du « totalitarisme ». Mais si l'utilisation de la terreur suffisait à condamner un régime politique, nul ne trouverait grâce à nos yeux, tous ayant eu recours à elle : " **La politique est par essence immorale** " notait, à la suite de penseurs illustres –Machiavel en tête-, Merleau-Ponty en sa Préface d'*Humanisme et Terreur. Essai sur le problème communiste* (1947). Tant que l'on ne disposera pas d'un critère objectif d'évaluation d'une politique, tout présumé bilan de celle-ci sera légitimement suspecté de parti pris idéologique, lui-même masque d'intérêts «économiques» et sociaux particuliers. D'où notre question préjudicielle : *Quelles sont les conditions a priori d'un jugement historique valable ?*

Avant de prétendre dresser le bilan d'une époque ou d'un État, il convient de définir le point de vue à partir duquel il faut juger, si l'on veut éviter le pur anathème ou la simple apologie. Et pour ce faire il importe de déterminer exactement l'essence ou la nature même du politique. En tant qu'*action* des hommes les uns sur les autres, la politique se présente nécessairement sous une forme conflictuelle : lutte entre empires, nations, classes, partis voire individus, soit comme un rapport de forces réglé apparemment par la seule brutalité, cruauté ou puissance. La domination ne saurait pour autant être considérée comme le dernier mot des relations humaines, sauf à rendre inintelligible l'activité politique même, par sa confusion avec l'action naturelle. Réductible à celle-ci, qu'elle se contenterait de répéter à sa façon et sur une échelle différente, celle-là n'aurait aucune véritable justification ou raison d'être, autre que de « tromperie ». Or l'existence d'institutions (conventions) proprement politiques (État, Gouvernement, Loi, etc.) contredit cette hypothèse et oblige à attribuer au politique une autre assise, plus substantielle, que l'unique et primitive violence, toujours éphémère ou changeante.

S'agissant d'*action humaine*, un tel fondement doit être cherché du côté du principe constitutif de l'humanité en tant que telle, la « communication » ou l'« échange » des hommes entre eux. Il n'est donc de politique réelle qu'à partir du moment où, dépassant leurs intérêts particuliers, les hommes s'entendent pour former une communauté régie par des règles communes (lois), ce qu'ils ne peuvent manquer de faire, le propre de l'homme étant d'être un animal communiquant (parlant) et par là même communautaire (politique). La politique et la morale naissent ainsi simultanément et répondent strictement à un impératif identique : l'obligation (le devoir) de transcender les désirs individuels en vue de constituer une volonté commune valable pour tous. Tout régime politique, y compris la tyrannie, est sous-tendu par cette norme, le tyran ne pouvant s'imposer durablement qu'avec le « consentement », fût-il uniquement implicite, des autres. Originellement Morale et Politique coïncident absolument, se structurant toutes deux autour de la même Idée ou Finalité : l'Universalité.

Le Principe posé reste à le réaliser sous peine de n'énoncer qu'un idéal purement formel (vide). Et c'est là que commencent vraiment les disputes et/ou les divergences fatales entre ces disciplines. Car alors que la première exige de s'en tenir inconditionnellement à l'Impératif édicté, condamnant au nom de la pureté tout compromis, la deuxième accepte de transiger avec lui, ne refusant pas, pour prix de l'efficacité, l'utilisation de moyens impurs (mensonge, répression, terreur). S'instaure du coup l'éternel débat entre Morale et Politique, l'une accusant l'autre d'immoralité, celle-ci reprochant à celle-là son inefficacité. L'opposition se complique au demeurant, dans la mesure où la contradiction entre les deux pratiques traverse en fait intérieurement chacune. En récusant a priori toute compromission, la Morale s'interdit en effet de jamais trancher et, laissant faire plutôt que de faire, finit par pactiser avec l'immoralité régnante, faute d'y remédier.

Inversement, en recourant systématiquement à la violence, la Politique risque fort de s'éloigner de son propre but, l'institution d'un ordre humain (juste), à la place de la sauvagerie naturelle. Morale ou politique, aucune action ou décision ne sont innocentes, toutes nous confrontent à un dilemme authentiquement tragique.

" Y a-t-il en fait une alternative de l'efficace et de l'humain, de l'action historique et de la moralité?" (I.1)

Tirillée entre deux exigences également fondées (l'Idée ou la fin et sa réalisation ou les moyens), la Politique s'avère l'Art du compromis et ne saurait en aucun cas relever d'un jugement catégorique. Il n'existe pas de politique parfaitement bonne que l'on opposerait à une radicalement mauvaise, si ce n'est pour une perception manichéenne naïve ou simplificatrice.

" La vie politique, en même temps qu'elle rend possible une civilisation à laquelle il n'est pas question de renoncer, ne comporte-t-elle pas un mal fondamental, qui n'empêche pas de distinguer entre les systèmes politiques et de préférer celui-ci à celui-là, mais qui interdit de concentrer la réprobation sur un seul et « relativise » le jugement politique ?"

(Préface)

Même la « barbarie » nazie se prévaudra de sa volonté d'effacer l'humiliation du peuple allemand par les vainqueurs de 14-18 et l'injuste partage du monde par les puissances coloniales de l'époque.

A fortiori, la « terreur » communiste trouve sa justification, tout comme la terreur révolutionnaire française d'autrefois, dans la nécessité de mettre un terme à un ordre social ancien inique. " Pour réussir, une révolution doit aller jusqu'au bout " (Sartre, *Entretiens avec J. Gerassi*). Se demander si le même résultat n'aurait pu être obtenu par des moyens pacifiques, revient à un exercice scolaire vain consistant à vouloir réécrire l'histoire, sans tenir compte de ses leçons. A-t-on déjà vu des dominants céder autrement que sous la contrainte et des possédants renoncer spontanément à leurs privilèges, sans y être forcés d'une manière ou d'une autre ? La violence sociale n'est sensible qu'à une contre-violence supérieure à la sienne, comme le rappelait justement Sorel dans ses *Réflexions sur la violence*.

Jusqu'où poussera-t-on cette tolérance à la violence, sans faillir à ce qui reste l'unique mission du politique, la constitution d'un lien social basé sur le dialogue et non sur la force ? En d'autres termes, sous prétexte que la force est inéluctable en politique et que nul ne s'y échappe, faut-il conclure qu'elles se valent et qu'en ce domaine tout serait permis (règne du relativisme) ? Au contraire, parce qu'elles participent à la même logique ambivalente, prétendant à un but moral identique, tout en usant de moyens immoraux similaires, les politiques sont comparables et partant évaluables ou hiérarchisables en fonction du degré de concrétisation de l'Universel qu'elles proposent effectivement soit de l'effet (conséquence) de la violence qu'elles exercent. Si celle-ci est bien inévitable, elle n'en a pas moins un sens différent selon qu'elle fait progresser ou régresser la Cause qu'elle est censée défendre.

" Nous n'avons pas le choix entre la pureté et la violence, mais entre différentes sortes de violence. La violence est notre lot tant que nous sommes incarnés. Il n'y a pas même de persuasion sans séduction, c'est-à-dire, en dernière analyse, sans mépris. La violence est la situation de départ commune à tous les régimes. La vie, la discussion et le choix politique n'ont lieu que sur ce fond. Ce qui compte et dont il faut discuter, ce n'est pas la violence, c'est son sens ou son avenir." (II.1)

Seulement une signification n'étant jamais donnée, inscrite immédiatement dans les faits, pour la saisir, on doit dépasser l'évidence des événements et les interpréter dans leur contexte. Et afin que ce dernier soit, à son tour, autre chose qu'une perspective limitée, il convient de se hisser jusqu'à "l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique" (Marx-Engels), au lieu de garder les yeux rivés sur de prétendus faits, qui ne sont en réalité que des interprétations partielles. Ce n'est qu'ainsi qu'on en finira avec une vision partisane de l'Histoire et qu'on envisagera sa lecture rationnelle, comme l'ont tenté les auteurs du *Manifeste du Parti communiste*. Dans cet opuscule, considérant l'œuvre de la Bourgeoisie dans une perspective globale (intégrale), ils n'ont pas hésité à lui rendre un hommage vibrant, particulièrement à son dynamisme. Il n'est de jugement historique objectif que dans le cadre réfléchi d'une Histoire universelle.

Aussi, pour mesurer le résultat des divers régimes politiques, il ne suffit pas d'aligner les cadavres que chacun entraîne, à supposer qu'ils soient intégralement imputables à une politique donnée et non à une conjoncture indépendante de sa volonté et que l'on ait bien pris soin au préalable d'en rapporter le chiffre à celui des populations concernées et à la durée des régimes visés. Encore mettra-t-on ce nombre en relation avec les causes qui le motivent, les circonstances qui l'ont rendu possible et toutes les conséquences (négatives et positives) qu'il a induites pour les vivants et leurs descendants, non seulement des pays en cause, mais de l'Humanité en général. Bref, on ne jugera une politique que sur son bilan d'ensemble, calculé à l'échelle mondiale, et non sur la base d'une comptabilité macabre ponctuelle, sous peine de falsifier l'histoire, confondant son instruction avec l'inquisition ou la propagande, comme l'ont fait sans vergogne les rédacteurs du *Livre noir et avanteux* L.-M. Prudhomme dans le *Tableau ou Inventaire effrayant de la Révolution* qui clôt son ouvrage *L'Europe tourmentée par la Révolution en France*, ou après et dans la même veine, les collaborateurs du récent *Livre noir de la Révolution française* ; de nombreux autres, E. Nolte, F. Furet, T. Snyder etc., auront cédé ou céderont à la même myopie.

Or, de ce point de vue, le doute n'est guère licite, sauf à titre de précaution méthodologique. Tout d'abord, quand bien même on démontrerait, chiffres à l'appui, que les « crimes » staliniens, pour nous limiter à cet unique exemple, égalent voire surpassent proportionnellement les crimes hitlériens – ce qui est loin d'être évident, leur estimation variant entre 5 et 20 (?) millions de morts selon les historiens consultés –, une différence de taille subsisterait entre eux. Alors que les « victimes » de la terreur communiste russe, à l'instar des guillotins de la Révolution française, furent presque toutes des condamnés politiques, suspectées à tort ou à raison – mais qui en décidera objectivement, sereinement, dans l'urgence de l'action ? – de menées contre ou ultra-révolutionnaires, la majorité des inculpés du nazisme ont été des victimes « raciales » (Juifs, Slaves ou Tsiganes), dont on ne pouvait dénoncer que la naissance ou, si l'on veut, la mentalité mais sans que celle-ci constituât un danger pour l'État. Si les premières périrent pour des raisons politiques, discutables peut-être et d'ailleurs discutées (la sauvegarde de la révolution), nombre de secondes furent éliminées à cause de leur appartenance biologique sans la moindre discussion. Que Staline ait été l'objet de critiques tant de droite qui lui reprochaient d'être trop communiste ou niveleur, que de gauche qui le taçaient pour ne l'être pas assez et trahir la Révolution, en épargnant des contre-révolutionnaires, témoigne du caractère relativement modéré, non nihiliste, de son pouvoir et de sa répression. Tout en étant confronté à une faible opposition de gauche, Hitler n'a jamais été soumis à une surenchère de droite, la logique de l'épuration ne souffrant pas de gradation.

Seule une vision purement moralisatrice de la politique, déjà dénoncée par Hegel dans son analyse de « La vision morale du monde » (*La Phénoménologie de l'Esprit*), autorise à renvoyer dos à dos les régimes communiste et fasciste, en les subsumant tous deux sous la catégorie tautologique de totalitarisme, popularisée par H. Arendt, K. Popper et R. Aron. Toute politique est en son fond « totalitaire », subordonnant l'individu à la Cité (totalité). Il importe exclusivement de savoir si la totalité, que chacune défend, englobe en droit et en fait tout le monde, et au premier chef l'immense majorité, fût-elle virtuelle (le prolétariat), cas du communisme russe, ou si elle ne concerne qu'une minorité (élite, nation, race), revenant ainsi à une fausse totalité, cas du nazisme, qui a réduit le tout aux dimensions d'une partie mythique de l'humanité (les Aryens).

" C'est par la théorie du prolétariat que le marxisme se distingue radicalement de toute idéologie dite « totalitaire ». " (II.1)
A défaut de la sanctifier, cela justifie la thèse de Trotski dans *Terrorisme et Communisme*.

Ensuite, quel que soit le nombre réel des morts politiques de chaque côté, ils ne peuvent être mesurés à la même aune, leur exécution s'étant produite dans des circonstances différentes. Tandis que la violence soviétique, initiée certes dès 1918 par Lénine, s'est exercée dans un pays semi-asiatique, de tradition autocratique prononcée et sortant à peine du Moyen-âge – celui-même qui avait précédé l'Allemagne dans la voie de l'extermination des Juifs (pogroms) –, les exactions nazies ont été perpétrées par un État européen moderne, fort avancé au demeurant.

Ce que l'on admettra pour l'un et à quoi les Russes (Soviétiques) ont massivement souscrit, devient difficilement supportable chez l'autre et a été finalement fortement et irréversiblement rejeté par les Allemands (Germaines) après leur défaite en 1945, plus ou moins sous la contrainte. Il appartient en effet au développement historique de récuser aujourd'hui ce que l'on acceptait assurément hier -esclavage, servage, exploitation-, parce qu'avec le temps les hommes disposent d'autres moyens pour atteindre les mêmes fins et que leur idéologie a normalement évolué. Ne pas prendre en compte cette différence de rythme conduirait directement à condamner toute œuvre sociale effectuée dans des conditions ou des situations distinctes des nôtres. Autant déprécier les Pyramides égyptiennes, l'Impérialisme romain, la Conquête espagnole, la Révolution industrielle anglaise, la Transformation du Far West américain, le Colonialisme etc., vu leurs coûts humains respectifs.

Enfin et surtout les « martyrs » des deux camps ne trouvent point des excuses équivalentes, les *acquis* incontestables du communisme l'emportant largement sur ceux du national-socialisme. Le premier peut se targuer d'avoir sorti la Russie de son arriération économique et culturelle et de l'avoir élevée au rang de grande puissance, capable de contrebalancer les visées hégémoniques de l'autre grande super-puissance : l'Amérique, -dont nous « pâtissons » tant de nos jours. Le peu de respect qu'inspire encore ce pays, il le doit quasi exclusivement à l'armement et donc à la technique dont il dispose et qui furent indiscutablement l'œuvre des communistes. Quant au second, à l'exception des autoroutes et de la Volkswagen, il ne saurait exhiber autre chose qu'un champ de ruines et la dégradation aiguë et durable de l'image de l'Allemand qu'il a laissés en héritage à un des peuples les plus cultivés, savants et philosophes d'Europe. Si ce dernier s'est remis depuis longtemps de celui-là, il continue encore à payer le prix de celle-ci. Sans rechuter dans le manichéisme, il est légitime de préférer le stalinisme à l'hitlérisme et de qualifier l'un de progressiste et l'autre de régressif, nonobstant l'amalgame fréquent des deux. Réinséré dans le tout de l'Histoire, unique contexte adéquat d'un jugement historique fondé, le chapitre URSS de l'histoire de la Russie formera sous peu, pour tout esprit dénué de préjugé, une grande page de celle-ci, contrairement au nazisme qui restera toujours pour l'Allemagne un moment honteux, comme en connaissent tous les peuples, d'un passé par ailleurs glorieux*.

Que d'anciens communistes oublient cette condition fondamentale de toute connaissance historique et confondent conception *mesurée* et condamnation sans appel prouve que leur adhésion d'antan au communisme ne procédait pas d'une compréhension rationnelle mais uniquement d'une réaction affective ou sentimentale aussi prompte à s'enflammer qu'à s'éteindre. Car le « matérialisme historique » ne se résume point à annoncer la Bonne Nouvelle de l'arrivée prochaine d'une société idéale, au nom de laquelle on pourrait dénigrer tout ce qui s'est réalisé jusqu'à maintenant, mais à en repérer la progression dans l'Histoire effective de l'Humanité. C'est dire l'incroyable recul d'une certaine pensée politique, sourde à la validité, toujours actuelle, du marxisme et de la philosophie qui le sous-tend -il faudra y revenir.

"Beaucoup d'anciens communistes ferment les yeux à cette vérité rémanente ou permanente du marxisme et prennent en conséquence des positions philosophiques et politiques qui les situent en deçà et non au-delà." (II.2)

En résumé, pour juger valablement l'Histoire, on en esquissera préalablement le cours général et prendra garde à ne pas le réduire à une ligne droite ou un mouvement uniformément accéléré. La postulation d'un sens historique -seule hypothèse compatible avec l'action humaine, signifiante - n'exclut nullement le caractère « dramatique » et/ou problématique de son accomplissement. Telle est la (double) prémisse d'une parole vraie sur l'Histoire, celle-même dont, à l'opposé de maints idéologues contemporains en vogue, sont partis certains authentiques intellectuels -philosophes- d'un passé encore proche.

" Leur règle d'or est que la vie humaine et en particulier l'histoire est compatible avec la vérité pourvu seulement qu'on en éclaire toutes les faces. " (Conclusion)

J. Brafman

* cf. *De l'Allemagne ou l'Europe des Philosophes* (Fichte et Hegel) ainsi que *Le Génocide juif et l'Allemagne* et *L'Europe et le Communisme. Europe ou Russie* (Marx et l'Histoire), *Contradictions* n° 80/ 1996 (Bruxelles)